

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NCV PRODUCTION

14 rue Joseph Jacquard
ZI des Vallons
38110 La Tour-du-Pin

Références : 2024-Is016T1
Code AIOT : 0010400069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement NCV PRODUCTION implanté 14 rue Joseph Jacquard ZI des Vallons 38110 Cessieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et plus particulièrement dans le cadre d'une Opération Coup de Poing sur les Rejets Aqueux. Elle visait à analyser la thématique des rejets aqueux sur le site et à reprendre les suites de l'inspection de mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NCV PRODUCTION
- 14 rue Joseph Jacquard ZI des Vallons 38110 Cessieu
- Code AIOT : 0010400069
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NCV Production (Groupe Porcher Industries) exploite le site de Cessieu pour la fabrication de tissus techniques à base de fibres de verre et de fibres synthétiques notamment pour l'automobile (airbags) et pour les domaines sportifs (voiles de parapentes, parachutes...). L'activité de NCV Production est répartie sur deux établissements à Cessieu, tous deux classés ICPE, l'un spécialisé dans le tissage et la teinture, l'autre spécialisé dans l'enduction des textiles. Le présent rapport porte uniquement sur le site de tissage et teinture.

Le site emploie 120 personnes et fonctionne en 3x8h, du dimanche 17h au samedi 17h.

Il connaît actuellement une période de chômage et l'équipe du w-e ne travaille pas.

L'activité de ce site relève du régime de l'autorisation et est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-3697 du 25 mai 1999 et les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-07771 du 24 septembre 2010 (RSDE) et n°2013232-0021 du 20 août 2013 (situation administrative et rejets aqueux).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.7.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
4	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	6 mois
7	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement - RSDE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 33	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.6.2 et 2.4.6.3 Arrêté préfectoral n°2010-07771 du 24 septembre 2010, article 4	Sans objet
6	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral n°2013232-0021 du 20/08/2013, article 2.2	Sans objet
8	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 24/09/2010, article 5.1	Sans objet
9	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 Arrêté préfectoral du 20 août 2013, article 2.2	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne maîtrise de la thématique des rejets aqueux. Les fréquences d'analyses et de transmission des résultats à l'inspection sont respectées et la problématique des PFAS a été prise en main dans les délais requis. L'exploitant est également sensibilisé aux économies d'eau et explore des pistes d'amélioration dans ce domaine. Cependant, le sujet des réseaux d'effluents aqueux doit faire l'objet d'un investissement et d'une vigilance plus importants de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : 2.4.3.2. - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le bâtiment d'exploitation NCV Production date de 1998. L'exploitant a déclaré que les plans des réseaux ont été réalisés à l'ouverture du bâtiment et n'ont pas été mis à jour depuis.

<p>Deux plans des réseaux au format papier ont été présentés à l'inspection.</p> <p>Le 1er plan présenté date de 1999, les différents réseaux y sont représentés. Cependant, certains réseaux s'arrêtent sans que l'on sache quel est le devenir des eaux, notamment pour les eaux sanitaires. Les points de prélèvement et la STEP du site n'y sont pas représentés. La légende est incomplète et certains figurés ne sont pas expliqués. Sur ce plan figure également un projet d'extension qui n'a jamais vu le jour. Il n'est donc pas à jour.</p> <p>Le second plan présenté date également de 1999. Différents réseaux y sont représentés, mais le plan n'a pas de légende.</p> <p>Aucun des deux plans ne représente les points de prélèvement nécessaires à la réalisation d'analyses.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a transmis un autre plan de 1999 à l'inspection. Ce plan comprend bien l'ensemble des réseaux du site. Cependant, il n'a pas de légende non plus. Les vannes, manuelles ou automatiques n'y sont pas représentées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan devra être mis à jour, conformément à l'article 2.4.3.2. de l'arrêté du 25/05/1999. Il devra être daté et comporter une légende.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.3.4 et 2.4.7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'état des réseaux d'effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.4.3.4 – Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.</p> <p>2.4.7.4 – Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être satisfaite en raison des caractéristiques des produits à transporter, leur bon état de conservation devra pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Des contrôles de fréquence suffisante donneront lieu à compte rendu et seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. [...]</p>

Constats :

L'inspection du 28 mars 2023 a montré que l'exploitant ne contrôlait pas ses réseaux enterrés d'effluents aqueux. Il avait été demandé que l'exploitant intègre le contrôle de ses réseaux à son système de maintenance en définissant une fréquence de contrôle adaptée.

L'exploitant s'était engagé en réponse à cette inspection à réaliser un contrôle de ses réseaux en 2023 et à intégrer le suivi de ces contrôles dans son GMAO maintenance.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que ce contrôle n'a toujours pas été effectué. L'exploitant a indiqué avoir contacté un organisme de contrôle mais n'a pas été en mesure de présenter une trace écrite de cet échange ou de donner une date de contrôle.

L'exploitant a depuis écrit à l'inspection en l'informant qu'il avait rendez-vous avec une société pour réaliser un devis et trouver une date pour le contrôle de ses canalisations.

Cependant, en l'absence d'éléments tangibles (date, bon de commande), et considérant que ce point était non conforme lors de la dernière inspection et que les délais accordés pour la remise en conformité sont dépassés, il sera proposé à M. le Préfet une mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser un contrôle de ses réseaux enterrés d'effluents aqueux et inclut ces contrôles dans son système de maintenance en définissant une fréquence de contrôle adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

Arrêté du 2/2/98 - article 49 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :

Les réseaux de collecte des eaux pluviales passent par un débourbeur/déshuileur avant de se jeter dans un bassin de rétention. Ce bassin dispose d'un trop plein à une hauteur d'environ 15cm du point bas du bassin qui permet aux eaux pluviales de se déverser directement dans le milieu naturel.

Le jour de l'inspection, il n'y avait pas eu de précipitations récentes et le bassin de rétention était donc quasiment vide. Environ 10cm d'eaux stagnantes étaient présentes dans le fond du bassin. Il a pu être constaté la présence d'algues et de branchage dans le bassin du à une taille récente des arbres alentours. L'exploitant a déclaré faire curer le bassin de rétention une fois par an. La présence d'algues ne semble pas alarmante.

Les eaux industrielles passent par un dégrilleur avant de se rejeter dans un bassin d'homogénéisation qui collecte l'ensemble des eaux de process du site. Elles sont ensuite expédiées vers la STEP de la Tour-du-Pin.

Les eaux du bassin étaient de deux teintes différentes, rose et bleue, dues à la présence de silicone. Les eaux rejetées dans la canalisation après le bassin n'étaient pas visibles, mais on peut supposer qu'elles étaient semblables aux eaux du bassin.

Le dégrilleur est régulièrement nettoyé et les résidus sont récoltés dans un fût en contrebas, qui contient également de l'eau de process industriel. L'exploitant est revenu vers l'inspection après l'inspection pour expliquer que les eaux contenues dans le fût sont vidées chaque semaine par un technicien de maintenance dans la canalisation des eaux industrielles, et partent donc directement en direction de la STEP de la Tour-du-Pin. Il s'est engagé à améliorer ce point avec la maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra trouver un meilleur moyen d'évacuer les eaux issues du dégrilleur, afin d'éviter tout risque de déversement en dehors du réseau d'eau industrielle et que ces eaux industrielles soient traitées de la même manière que les autres eaux de process.

L'exploitant justifiera qu'il respecte l'article 31 de l'arrêté du 2 février 1998 concernant la couleur des eaux rejetées et que la couleur de ses rejets sont conformes à sa convention de rejet avec la station d'épuration de la Tour-du-Pin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Article 50 - Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Les rapports d'analyse des eaux industrielles comportent une photo qui montre le point où le prélèvement a été réalisé par le bureau de contrôle. Le prélèvement est réalisé directement dans le bassin d'homogénéisation, depuis une rampe qui s'avance au-dessus du bassin.</p> <p>Sur le terrain, il a été constaté que ce point de prélèvement est bien accessible, comme le montre la photo en annexe.</p> <p>Cependant, le rapport du contrôle inopiné eau réalisé les 22 et 23 juin 2021 fait mention de "l'impossibilité de réaliser une mesure de débit" et la canalisation de rejet d'effluents qui se trouve après le bassin d'homogénéisation n'est pas accessible. Il n'est donc pas possible de réaliser un prélèvement représentatif asservi au débit.</p> <p>Aucun prélèvement n'est réalisé sur les eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les canalisations de rejet d'effluents doivent prévoir un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/1999, article 2.4.6.2 et 2.4.6.3 et Arrêté préfectoral n°2010-07771 du 24 septembre 2010, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.4.6.2 [...] Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant 24 heures, seront mesurés ou dosés :- à fréquence hebdomadaire, la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biochimique en oxygène (DBO5), les matières en suspension ;- à fréquence semestrielle, l'azote global, le phosphore total [...]</p> <p>Article 2.4.6.3 L'exploitant fera procéder une fois par an en période de fonctionnement des installations, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté. L'analyse portera sur la totalité des paramètres mentionnés à l'article 2.4.5.4 du présent arrêté. [...]</p> <p>Arrêté préfectoral n°2010-07771 du 24 septembre 2010 Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne 4.1 Seconde phase d'étude des rejets de substances dangereuses : surveillance pérenne L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance pérenne dès la réception du courrier de l'inspection des installations classées le validant et au plus tard sous 15 mois à compter de la</p>

<p>notification du présent arrêté préfectoral dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2. et 3.3. du présent arrêté ; - périodicité : 1 mesure par trimestre ;
<p>Constats :</p> <p>D'après les déclarations GIDAF, le pH et la température sont mesurés tous les jours.</p> <p>Les MES, la DCO et la DBO5 sont bien mesurées à une fréquence hebdomadaire.</p> <p>Les mesures de chrome, soufre, nickel, zinc, AOX, tétrachloroéthylène, 1,2,4 trichlorobenzène, trichlorobenzène, tétrachloroéthylène ont été réalisées en septembre 2023, soit une fois par an.</p> <p>Le rapport d'analyse du 5 mars 2024 a été vu en inspection : les mesures d'azote et de phosphore ont bien été réalisées.</p> <p>L'azote a également été mesuré en septembre 2023, la fréquence semestrielle est donc bien respectée. Mais le phosphore n'a pas été mesuré en septembre 2023. L'exploitant a déclaré avoir eu des problèmes avec le laboratoire et le contrat de prélèvement fait bien état d'une mesure du phosphore semestrielle. Il devra s'assurer que la mesure du phosphore est bien semestrielle.</p> <p>Les mesures RSDE du cuivre, des nonylphénols, du pentachlorobenzène et des octylphénols sont bien réalisées à une fréquence trimestrielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2013232-0021 du 20/08/2013 - Article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral n°2013232-0021 du 20/08/2013 - Article 2.2 - Valeurs limites de rejet Le débit des eaux industrielles rejetées dans le réseau public d'épuration de la ville de la TOUR-DU-PIN est limité à 600 m3/jour. [...]</p> <p>pH : 5,5 à 8,5 ; MES : 600 mg/l ; DCO : 2000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l ; Azote global : 30 mg/l ; Phosphore total : 10 mg/l ; Soufre : 50 mg/l ; Phénols : 0,1 mg/l ; Hydrocarbures : 10 mg/l ; 1,2,4-trichlorobenzène : 1,5 mg/l ; Trichlorophénols: 1,5 mg/l [...] ; Zinc 2mg/L</p>
<p>Constats :</p> <p>Le pH et la température sont mesurés tous les jours. En août 2023, la mesure de pH était non conforme pendant 4 jours. L'exploitant a commenté sous GIDAF "Coupure de courant - Maintenance du site" et a déclaré en inspection que suite à la coupure de courant, l'enregistreur</p>

de pH a connu un dysfonctionnement.

Les résultats d'analyse des MES, de la DCO et de la DBO5 sont conformes sur l'année 2023.

Les autres mesures sont réalisées par le laboratoire Savoie Labo.

Les mesures de chrome, soufre, nickel, zinc, AOX, tétrachloroéthylène, 1,2,4 trichlorobenzène, trichlorobenzène, tétrachloroéthylène ont été réalisées en septembre 2023. Le rapport d'analyse a été vu en inspection, et analysé par sondage : les concentrations de chrome, soufre et nickel sont conformes. La déclaration Gidaf ne montre pas de non-conformité.

Le rapport d'analyse du 5 mars 2024 a été vu en inspection et les mesures d'azote et de phosphore sont conformes.

Ce résultat de conformité sera à confirmer car les prélèvements actuels ne sont pas réalisés dans des conditions représentatives du rejet (voir point de contrôle 4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement - RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et AP n°2010-07771du 24 septembre 2010, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement - RSDE

Prescription contrôlée :

AP n°2010-07771du 24 septembre 2010, article 4.2

4.2 Étude technico-économique

L'exploitant fournira au Préfet sous 18 mois à compter de la date du courrier de l'inspection des installations classées validant le programme de surveillance pérenne une étude technico-économique, accompagnée d'un échancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 3 du présent arrêté [...]

> Arrêté ministériel du 02/02/1998

Article 32

[...] Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Cuivre et ses composés (en Cu) -> 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ; Nonylphénols -> 25 µg/l ; Octylphénols -> 25 µg/l ; Pentachlorobenzène -> 25µg/l [...]

Constats :

Les résultats des dernières mesures du cuivre, des nonylphénols, du pentachlorobenzène et des octylphénols sont conformes aux valeurs limites d'émission. Les non-conformités des mesures de cuivre de 2022 et 2023 ont été expliquées par l'exploitant : il s'agissait d'une erreur d'unité au moment de la saisie, qui a depuis été rectifiée.

L'exploitant a mis en place les actions identifiées dans son étude technico-économique. Il a

<p>remplacé certains produits contenant des nonylphénols et travaille avec "Quick FDS" pour identifier l'ensemble des composants de la totalité de ses produits. Il est donc en mesure d'assurer qu'aucun de ses produits ne contient d'alkylphénols.</p> <p>Il a remplacé le fil utilisé par un autre fil en 2015 et a pu constater par la suite une baisse de la concentration en nonylphénols, ce qui confirme que le fil était une source de nonylphénols.</p> <p>Aujourd'hui, les résultats des mesures de nonylphénols sont inférieures aux VLE de l'arrêté ministériel du 2/2/98, mais les nonylphénols n'ont pas été complètement éliminés.</p> <p>L'exploitant assure que la seule source de nonylphénols restante dans son procédé industriel est le fil, changé en 2015. Il provient de fournisseurs chinois et répond à des qualifications nécessaires à la réalisation de pièces pour le marché de l'automobile, qui est un client de la société NCV Production. L'exploitant assure ne pas pouvoir remplacer son fil par un autre qui ne contiendrait pas de nonylphénols.</p> <p>Le fil étant identifié comme la seule source d'émission de nonylphénols, l'exploitant assure ne pas être en mesure d'abaisser ses émissions de nonylphénols et souhaite conclure sur les résultats de l'étude technico-économique réalisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2010.</p> <p>L'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 prévoit des valeurs limites d'émissions dépendantes des flux de rejet pour différentes molécules. L'exploitant doit étudier cette liste de molécules et se positionner concernant les substances qu'il émet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rester attentif aux améliorations techniques qui pourraient lui permettre de réduire ses valeurs de rejet en nonylphénols.</p> <p>Il doit se positionner quant aux substances de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qu'il est susceptible d'émettre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : demande d'action corrective</p> <p>L'exploitant doit se positionner sur les articles 32 et 33 de l'AM du 2/2/98 (liste des paramètres et flux maxi rejetés)</p>
<p>Proposition de délai : 3 mois</p>

N° 8 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2010, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux</p> <p>Les résultats des mesures du mois N réalisées en application des articles 3.1, 4.1 et 4.4 susvisés sont</p>

<p>saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, lorsque celui-ci sera rendu opérationnel pour la région Rhône-Alpes et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.</p> <p>Si ce site n'est pas accessible au moment de la déclaration, l'exploitant devra déclarer ses résultats sur le site mis en place par l'INERIS à cet effet (http://rsde.ineris.fr), à la même fréquence et dans les mêmes conditions.</p> <p>Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration susvisé, il est tenu d'informer l'inspection des installations classées et dans ce cas de lui transmettre mensuellement par écrit avant le 15 du mois N+1 un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées aux articles 3.3 et 4.3.</p>
<p>Constats :</p> <p>La transmission des résultats des analyses sous GIDAF est réalisée environ tous les 2 mois. L'exploitant doit attendre de recevoir les rapports d'analyse du laboratoire.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant venait de saisir les résultats d'analyse du mois de février.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait bien attention à respecter les délais de transmission indiqués dans son arrêté du 24/09/2010 et du 20 août 2013, c'est à dire à respecter dans la mesure du possible un délai de transmission mensuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 Arrêté préfectoral du 20 août 2013 - Article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 2/2/98 - article 60 - La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Arrêté préfectoral du 20 août 2013 - Article 2.2 - Le débit des eaux industrielles rejetées dans le réseau public d'épuration de la ville de la Tour-du-Pin est limité à 600 m3/jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un enregistreur mesure le débit rejeté chaque jour, et renvoi les résultats à l'exploitant chaque semaine, via le logiciel KERWIN. Il donne également les résultats des mesures de pH et de température.</p> <p>Le rejet se fait par une vanne a un débit maximal de 116m3/h.</p> <p>Il est enclenché par un détecteur de niveau qui permet d'ouvrir la vanne lorsqu'un certain niveau</p>

est atteint.

L'exploitant vérifie en parallèle chaque semaine la cohérence entre ses rejets et ses prélèvements dans le cadre du programme Net0 dans lequel il est inscrit. Cela permet de détecter d'éventuelles anomalies.

Des dépassements ont eu lieu au début de l'année 2023. Ils provenaient d'une défaillance de l'enregistreur. Le fabricant a pu y remédier.

L'exploitation est proche des seuils maximaux sur ses rejets lorsque l'exploitation est en fonctionnement normal. Il doit rester dans une démarche d'amélioration visant la réduction de ses consommations d'eau.

Il prévoit notamment d'investir dans une nouvelle machine moins consommatrice en eau en 2025.

L'exploitant a également réalisé une recherche de toutes les fuites sur le réseau d'eau et a ainsi réussi à diminuer la consommation du site. L'installation d'osmoseurs a également permis d'économiser 3 m³ d'eau par jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Prescription contrôlée :

III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'installation est classée A pour la rubrique 2330. Les trois campagnes de mesure PFAS ont été réalisées aux dates suivantes :

- 19 octobre 2023
- 15 novembre 2023
- 20 décembre 2023.

Les résultats ont été déposés sur GIDAF le 26 mars 2024, en raison du délai de transmission des résultats par le laboratoire de mesure.

En octobre, toutes les mesures de PFAS sont inférieures aux seuils limite de quantification, sauf pour une molécule, l'acide perfluorooctanoïque linéaires (L-PFOA), détectée à 36ng/l.

En novembre et décembre, toutes les molécules sont inférieures aux seuils limite de quantification.

Pour ce qui est des mesures AOF, les résultats sont :

- octobre : 23 ug/l

- novembre : 2.7 ug/l
- décembre : <2ug/l (limite de quantification)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : observation

L'exploitant cherche une explication à la concentration en acide perfluorooctanoïque linéaires (L-PFOA) du mois d'octobre 2023, et aux concentrations en AOF des mois d'octobre et de novembre.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe



Figure 1: Fût en dessous du dégrilleur - eaux industrielles



Figure 2: Point de prélèvement des eaux industrielles